

Entre mensonges et réalités, comment faire confiance ?

On sait bien, en temps de guerre, l'importance de la communication, et même l'utilisation de fausses informations pour mobiliser "le peuple", comme s'il suffisait de le prendre par les émotions pour gagner sa confiance. Cette crise sanitaire a mis en exergue l'importance de la communication, de la cohérence des informations et des décisions prises, comme d'une plus grande exigence de démocratie.

Les mensonges, comme celui de dire que les masques n'ont pas d'utilité alors que c'était pour couvrir une insuffisance, cassent une confiance pourtant nécessaire, et encore plus en temps de crise, quand sont mises en œuvre des mesures d'exception. Aujourd'hui toutes les informations circulent sur le net, les vraies comme les fausses, à tel point qu'il devient difficile de les traiter et de leur donner du sens.

Les mesures d'exception sont acceptables à condition que ceux qui les imposent tiennent un langage de vérité et donnent toutes les informations permettant à chacun de comprendre les enjeux, la démarche utilisée, les moyens mis en œuvre et les résultats attendus et obtenus. Face à un virus inconnu, une pandémie exceptionnelle, il est normal de ne pas avoir toutes les réponses, de douter des meilleures stratégies et de faire des erreurs. Même les meilleurs spécialistes sont dans l'impossibilité de prévoir comment la pandémie va se dérouler, quelle est la meilleure manière pour parvenir à l'immunité tant qu'on n'a pas de vaccin, ...

Pour permettre une adhésion lucide et active de toutes et tous à la lutte contre une menace sanitaire, il n'est plus possible de faire une confiance aveugle dans des chefs censés avoir toutes les compétences pour réussir à trouver, seuls ou avec quelques experts, toutes les réponses adaptées.

Lorsqu'on en vient à restreindre les libertés, à paralyser une économie, à engendrer un coût social difficilement mesurable mais certainement énorme, les décisions ne peuvent plus se prendre seulement entre gouvernants et experts.

A l'inverse, il est nécessaire, comme l'a déclaré le Directeur Général de l'OMS¹ d'associer et impliquer tous les acteurs concernés, habitants usagers et citoyens, professionnels, élus, associations, de s'appuyer sur leurs savoirs et leurs expériences, afin de trouver les solutions les plus adaptées. C'est au cœur des démarches communautaires.

Le 13 avril, le Directeur Général de l'OMS, dans un communiqué pour réussir le déconfinement, concluait ainsi : « *La réflexion sur les stratégies de sortie du confinement, nécessairement graduelles, soulève l'impérieuse nécessité de s'appuyer sur la démocratie sociale et sanitaire et sur les savoir-faire issus des démarches communautaires en santé. La préparation de la sortie de crise appelle l'implication de tous les acteurs de la société, à commencer par les citoyens, mais aussi les instances de démocratie en santé, les représentants des usagers du système de santé et des personnels de santé, les partenaires sociaux, bref les forces vives de la nation. Cette pratique démocratique est la condition nécessaire pour prendre en compte les profondes inégalités sociales, d'âge, de sexe, d'état de santé ou de conditions de vie face à la maladie et à ses conséquences, en essayant a minima de ne pas les aggraver par les stratégies mises en œuvre et en s'efforçant le plus possible de les réduire.* »

¹ Voir encadré